ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 3 mars 1977, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "exécutant la loi portant approbation et exécution de la Convention sur le règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer, Règlement y annexé et ses Annexes", a donné le 4 mai 1977 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 3e maart 1977 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "ter uitvoering van de wet houdende goedkeuring en uitvoering van het Verdrag inzake de internationale bepalingen ter voorkoming van aanvaringen op zee, bijgevoegd Reglement en zijn Bijlagen 1972", heeft de 4e mei 1977 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

L'intitulé doit être complété par la date de la loi mentionnée.

PREAMBULE.

Après l'alinéa 1er du préambule, il y aurait lieu de mentionner les arrêtés royaux modifiés par le projet.

Le texte suivant est proposé :

"Vu l'arrêté royal du 27 septembre 1926 portant règlement pour la navigation sur l'Escaut maritime inférieur, notamment l'article 19, alinéa 5, modifié par l'arrêté royal du 16 juillet 1963;

Vu l'arrêté royal du 31 mai 1968 portant règlement de police et de navigation pour la mer territoriale belge, les ports et les plages du littoral belge;

Vu l'arrêté royal du 3 janvier 1969 portant modification du règlement pour la navigation sur l'Escaut maritime inférieur;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1973 portant règlement sur l'inspection maritime, notamment les articles 150 et 162;".

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

I. L'entrée en vigueur du règlement international de 1972 a été fixée au 15 juillet 1977 en vertu de l'article

.../...

4 de la Convention.

Dès lors que, selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, l'intention du Gouvernement n'est pas de faire des dispositions contenues dans ce règlement des dispositions de droit interne, il n'appartient pas au Roi de fixer la date d'entrée en vigueur de celui-ci.

II. Le projet met en vigueur à la date du 15 juillet 1977, les articles 2 et 3 de la loi du 24 novembre 1975, les articles 2 à 7 et 10 de l'arrêté en projet et l'article 10 de l'arrêté royal du 27 septembre 1926.

S'il convient que la mise en vigueur de l'article 2 de la loi précitée, qui constitue le fondement du projet, fasse l'objet de l'article ler, la disposition qui met en vigueur les autres dispositions mentionnées dans cet article devrait figurer à la fin de l'arrêté.

Compte tenu de ces observations, la rédaction suivante est proposée pour l'article ler :

"Article ler.-

Les articles 2 et 3 de la loi du 24 novembre 1975 portant approbation et exécution de la Convention sur le règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer, Règlement y annexé et ses annexes, entrent en vigueur le 15 juillet 1977".

.../...

Article 2.

Il se déduit des explications fournies en séance par le fonctionnaire délégué que le texte, ci-après proposé pour cet article, répond aux intentions du Gouvernement.

"Article 2.-

Sont mises en vigueur et sont applicables, sans préjudice de l'application du Règlement international pour prévenir les abordages en mer, à tout navire ou bateau battant pavillon belge, les résolutions de l'Organisation consultative intergouvernementale pour la navigation maritime relatives aux dispositifs de séparation du trafic et aux systèmes de routes auxquelles les annexes A et B font référence".

Article 3.

Le texte suivant est proposé pour cet article :

"Article 3.-

Les navigateurs sont tenus d'observer les principes généraux de l'organisation du trafic maritime telle qu'elle résulte de l'Avis aux navigateurs n° 1 publié chaque année".

Article 4.

Le paragraphe 1er devrait être rédigé comme suit :

"Les routes en eau profonde sont destinées principalement aux navires qui, en raison de leur tirant d'eau par rapport à la profondeur d'eau disponible, ne peuvent utiliser que de telles routes. En conséquence, tout autre navire à trafic direct doit, dans toute la mesure possible, les

.../...

éviter".

Le paragraphe 2 de cet article n'a aucun caractère normatif et doit être omis.

Article 5.

Au paragraphe ler, les mots "au cours d'un voyage" sont inutiles et doivent être omis.

Article 6.

Cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 6.-

Un exemplaire de la loi du 24 novembre 1975 portant approbation et exécution de la Convention sur le Règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer, dudit Règlement et de ses Annexes, ainsi que du présent arrêté et de ses annexes, doit se trouver à bord de tout navire ou bateau battant pavillon belge destiné à naviguer dans une région où ces dispositions sont applicables".

Articles 7 et 8.

Ces articles, qui modifient tous deux le même arrêté royal du 31 mai 1968 devraient être fusionnés en un article unique.

.../...

Par ailleurs, la modification prévue au 2° du § 2, ne semble guère justifiée et a été omise.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 7.-

§ ler. A l'article 2 de l'arrêté royal du 31 mai 1968 portant règlement de police et de navigation pour la mer territoriale belge, les ports et les plages du littoral belge, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § ler est complété comme suit :

"9° Convention : la Convention sur le règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer, approuvée par la loi du 24 novembre 1975;

10° Règlement : le Règlement et ses Annexes annexés à la Convention visée au 9°".

2° il est inséré un § 2bis rédigé comme suit :

"§ 2bis. Les règles 3, 21 et 32 du Règlement sont, sauf disposition contraire, applicables au présent règlement".

§ 2. L'article 4, § ler, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"§ ler. ... du Règlement et de ses Annexes".

§ 3. A l'article 5 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

.../...

1° le § 1er est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. ... Règle 18 du Règlement ...".

2° le § 2 est abrogé.

§ 4. L'article 6, § 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. La Règle 20 du Règlement ...".

§ 5. L'article 7, § 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. La Règle 20 du Règlement est d'application en ce qui concerne le port des feux visés par le présent article".

§ 6. A l'article 8 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. ... aux Règles 2, 4 à 9 et 11 à 19 du Règlement";

2° le § 2 est abrogé.

§ 7. L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 16. § 1er. ... par la règle 30, d, du Règlement ...

§ 2. ... L'indication d'épaves, ... et latéral "A" de balisage prévu à l'annexe C de l'arrêté royal du ... exécutant la loi du 24 novembre 1975 portant approbation et exécution de la Convention sur le règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer, Règlement y annexé et ses annexes".

.../...

Article 8 (article 9 du projet).

La rédaction suivante est proposée :

"L'article 19, alinéa 5, de l'arrêté royal du 27 septembre 1926 portant règlement pour la navigation sur l'Escaut maritime inférieur, modifié par l'arrêté royal du 16 juillet 1963, est remplacé par la disposition suivante :

"5. ... et latéral "A" de balisage prévu à l'annexe C de l'arrêté royal du ... exécutant la loi du 24 novembre 1975 portant approbation et exécution de la Convention sur le règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer, Règlement y annexé et ses annexes.

Pour l'application ... (la suite comme au projet)".

*

Les articles 10 et 11 du projet deviennent respectivement les articles 9 et 10.

*

Articles 11 et 12 (article 12 du projet).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 11.-

Les articles 2 à 7, §§ 1er à 6 et l'article 10, et l'article 2 de l'arrêté royal du 3 janvier 1969 portant modification du règlement pour la navigation sur l'Escaut maritime inférieur, entrent en vigueur le 15 juillet 1977.

.../...

L'article 7, § 7, et l'Annexe C du présent arrêté entrent en vigueur aux dates fixées par le Ministre qui a l'Administration de la Marine et de la Navigation intérieure dans ses attributions.

Article 12.-

Notre Ministre des Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté".

OPSCHRIFT.

Het opschrift moet worden aangevuld met de datum van de vermelde wet.

AANHEF.

Na het eerste lid van de aanhef zou melding moeten worden gemaakt van de koninklijke besluiten die door het ontwerp gewijzigd worden.

Voorgesteld wordt :

"Gelet op het koninklijk besluit van 27 september 1926 houdende het scheepvaartreglement van de Beneden-Zeeschelde, inzonderheid op artikel 19, vijfde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 juli 1963;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 mei 1968 houdende politie- en scheepvaartreglement voor de Belgische territoriale zee, de havens en de stranden van de Belgische kust;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 januari 1969 houdende wijziging van het scheepvaartreglement van de Beneden-Zeeschelde;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1973 houdende zeevaartinspectiereglement, inzonderheid op de artikelen 150 en 162;".

.../...

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

I. De inwerkingtreding van de internationale bepalingen, 1972, is krachtens artikel 4 van het Verdrag vastgesteld op 15 juli 1977.

Aangezien het, naar aan de Raad van State is medegedeeld, niet in de bedoeling van de Regering ligt die bepalingen te maken tot bepalingen van intern recht, komt het de Koning niet toe de datum van inwerkingtreding ervan vast te stellen.

II. Het ontwerp stelt op 15 juli 1977 in werking de artikelen 2 en 3 van de wet van 24 november 1975, de artikelen 2 tot 7 en 10 van het ontwerp-besluit en artikel 10 van het koninklijk besluit van 27 september 1926.

Past het dat artikel 2 van de genoemde wet, waaraan het ontwerp zijn rechtsgrond ontleent, in artikel 1 in werking wordt gesteld, de bepaling die de overige in dit artikel vermelde bepalingen in werking stelt, zou aan het slot van het besluit moeten komen.

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld artikel 1 als volgt te redigeren :

"Artikel 1.-

De artikelen 2 en 3 van de wet van 24 november 1975 houdende goedkeuring en uitvoering van het Verdrag inzake de internationale bepalingen ter voorkoming van aanvaringen op zee, 1972, bijgevoegd reglement en zijn bijlagen, treden in werking op 15 juli 1977".

.../..

Artikel 2.

Uit de uitleg die de gemachtigde ambtenaar ter zitting heeft verstrekt, volgt dat de hierna voor dit artikel voorgestelde tekst de bedoeling van de Regering weergeeft.

"Artikel 2.-

In werking worden gesteld en van toepassing zijn op ieder schip of vaartuig dat de Belgische vlag voert, onverminderd de toepassing van de internationale bepalingen ter voorkoming van aanvaringen op zee, de resoluties van de Intergouvernementele Maritieme Consultatieve Organisatie betreffende de verkeersscheidingsstelsels en de routeringssystemen waarnaar de bijlagen A en B verwijzen".

Artikel 3.

Voor dit artikel wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 3.-

Zeevarenden zijn verplicht tot naleving van de algemene principes betreffende de regeling van het scheepvaartverkeer zoals die blijkt uit het bericht aan zeevarenden nr. 1 dat elk jaar wordt bekendgemaakt".

Artikel 4.

Paragraaf 1 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De diepwaterroutes zijn in hoofdzaak bestemd voor schepen die wegens hun diepgang ten opzichte van de beschikbare waterdiepte, slechts zodanige routes kunnen nemen.

.../...

Bijgevolg moet ieder ander schip met doorgaand verkeer ze zoveel mogelijk vermijden".

Paragraaf 2 van dit artikel stelt geen enkele regel en moet vervallen.

Artikel 5.

In § 1 moeten de woorden "tijdens een reis" als overbodig vervallen.

Artikel 6.

Dit artikel zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 6.-

Een exemplaar van de wet van 24 november 1975 houdende goedkeuring en uitvoering van het Verdrag inzake de internationale bepalingen ter voorkoming van aanvaringen op zee, van die bepalingen en van hun bijlagen, alsook van dit besluit en van zijn bijlagen moet zich bevinden aan boord van elk schip of vaartuig onder Belgische vlag dat wil varen in een gebied waar die bepalingen van toepassing zijn".

Artikelen 7 en 8.

Deze artikelen wijzigen beide het koninklijk besluit van 31 mei 1968 en zouden tot één artikel samengevoegd moeten worden.

.../...

De wijziging bedoeld in § 2, 2°, van artikel 7 lijkt bovendien niet verantwoord en is bijgevolg niet overgenomen. Voorgesteld wordt :

"Artikel 7.-

§ 1. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 31 mei 1968 houdende politie- en scheepvaartreglement voor de Belgische territoriale zee, de havens en de stranden van de Belgische kust worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld als volgt :

"9° Verdrag : het Verdrag inzake de internationale bepalingen ter voorkoming van aanvaringen op zee, 1972, goedgekeurd bij de wet van 24 november 1975;

bepalingen : de bepalingen en hun bijlagen gevoegd bij het onder 9° bedoelde Verdrag";

2° een § 2bis wordt ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 2bis. De voorschriften 3, 21 en 32 van de bepalingen zijn, tenzij anders is bepaald, op dit reglement van toepassing".

§ 2. Artikel 4, § 1, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 1. ... en in de artikelen 5 tot ... van de bepalingen en hun bijlagen".

§ 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 1. ... voorschrift 18 van de bepalingen ...

2° § 2 wordt opgeheven.

.../...

§ 4. Artikel 6, § 3, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 3. Voorschrift 20 van de bepalingen ...".

§ 5. Artikel 7, § 3, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 3. Voorschrift 20 van de bepalingen is van toepassing wat het voeren van de in dit artikel bedoelde lichten betreft".

§ 6. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 1. ... de voorschriften 2, 4 tot 9 en 11 tot 19 van de bepalingen nageleefd";

2° § 2 wordt opgeheven.

§ 7. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 16. § 1. ... welke in voorschrift 30, d) van de bepalingen zijn ...

§ 2. ... en lateraal betonningsstelsel "A", bedoeld in bijlage C van het koninklijk besluit van ... ter uitvoering van de wet van 24 november 1975 houdende goedkeuring en uitvoering van het Verdrag inzake de internationale bepalingen ter voorkoming van aanvaringen op zee, 1972, bijgevoegd reglement en zijn bijlagen".

.../...

Artikel 8 (artikel 9 van het ontwerp).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 19, vijfde lid, van het koninklijk besluit van 27 september 1926 houdende het scheepvaartreglement van de Beneden-Zeeschelde, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 juli 1963, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"5. ... en lateraal betonningsstelsel "A", bedoeld in bijlage C van het koninklijk besluit van ... ter uitvoering van de wet van 24 november 1975 houdende goedkeuring en uitvoering van het Verdrag inzake de internationale bepalingen ter voorkoming van aanvaringen op zee, 1972, bijgevoegd reglement en zijn bijlagen.

Voor de toepassing ... (verder zoals in het ontwerp)".

*

De artikelen 10 en 11 van het ontwerp worden respectievelijk de artikelen 9 en 10.

*

Artikelen 11 en 12 (artikel 12 van het ontwerp).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 11.-

De artikelen 2 tot 7, §§ 1 tot 6, en artikel 10 van dit besluit en artikel 2 van het koninklijk besluit van 3 januari 1969 houdende wijziging van het scheepvaartreglement van de Beneden-Zeeschelde, treden in werking op 15 juli 1977.

.../..

Artikel 7, § 7, en bijlage C van dit besluit treden in werking op de data bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart behoort.

Artikel 12.-

Onze Minister van Verkeerswezen is belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
Fr. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. J.-Cl. GEUS, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-Cl. GEUS, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.